



La foire aux référents est ouverte mais aux frais de la princesse !

Alors même que tous alertent sur la difficulté, voire l'impossibilité, de mobiliser les personnels sur des nouvelles missions, l'hypothèse de nouveaux référents est annoncée : référent Ev@lang, référent défense, référent laïcité, référent sexualité, référent PIX, référent harcèlement, référent parcoursup..., s'ajoutant aux référents de classe, référent culture, référent égalité, référent développement durable, référent pour les ressources et usages pédagogiques numériques, référent décrochage scolaire ... Décidément, dans la famille des référents, notre Ministère fait preuve de beaucoup d'ingéniosité, mais sur le terrain, les choses sont hélas plus compliquées, voire impossible, à mettre en place !

Si on prend l'exemple concret des référents égalité, dont la généralisation dans tous les EPLE était prévue par le [comité interministériel du 8 mars 2018](#), force est de constater qu'il n'en est rien plus de 3 ans après ! Divers articles de [presse](#) soulignent ainsi que moins d'1 lycée sur 3 dispose aujourd'hui d'un référent égalité. Mais à qui la faute ?

Il est inutile de créer de nouvelles missions pour lesquelles la mobilisation des personnels est impossible. Les enseignants et autres personnels saturent et ne se bousculent pas pour exercer des missions supplémentaires, a fortiori à moyens humains constants, et sans augmentation des IMP.

Alors STOP, n'en jetez plus !

Le SNPDEN-UNSA l'a dit et redit : le ministère doit cesser de multiplier les nouvelles missions et les référents, et laisser les équipes de direction travailler sereinement, afin qu'elles puissent se recentrer sur l'essentiel du métier.

Le SNPDEN-UNSA considère ainsi comme non prioritaire la mobilisation dans les

établissements de référents, sans pouvoir disposer des indemnités nécessaires et adaptées, inhérentes à leurs fonctions.